le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 22 septembre 2019 N° 459 PRIX : 0,60 Euro

Zimbabwe

Une disparition que les travailleurs n'auront pas à pleurer

Sommaire au verso

sommaire

Éditorial

Zimbabwe
Une disparition que les travailleurs n'auront pas à pleurer

Page 3
Côte d'Ivoire
Les travailleurs ne sont pas concernés par le cinéma sur la "réconciliation nationale"
- La "mangécratie" en œuvre (p.4)

Page 4
Mali : Des habitants en colère manifestent contre le mauvais état des routes

Page 7
Tournée papale dans l'Océan Indien

Page 8
Madagascar
Une hausse dérisoire des salaires vite rattrapée par la hausse des prix

Page 9
Afrique du Sud
Les causes de la violence xénophobe

Abonnement
France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse
Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:
www.uatci.org

Éditorial _____ p.2

Zimbabwe

UNE DISPARITION QUE LES TRAVAILLEURS N'AURONT PAS À PLEURER

L'ancien dictateur du Zimbabwe est mort le 6 septembre dernier à l'âge de 95 ans à Singapour où il suivait un traitement médical. Il aurait aimé mourir au pouvoir, en tout cas, il a tout fait pour s'y accrocher jusqu'au bout, mais il a fini par se faire éjecter (en novembre 2017) par une partie des cadres de sa propre armée, profitant d'une crise économique et politique. Mugabé et son clan étaient arrivés au sommet de leur impopularité, incapables de mettre fin à la contestation populaire.

Très rapidement, ceux qui ont pris sa succession sont devenus aussi impopulaires que lui, car face à la crise économique, ils n'ont fait qu'aggraver encore plus les conditions d'existence de la grande majorité. Les bas salaires et l'inflation galopante ont continué à réduire à néant le pouvoir d'achat des petits salariés. L'augmentation du prix de l'essence a entrainé d'autres augmentations en cascade. Le peu d'infrastructures sociales comme les hôpitaux publics et l'éducation nationale ont continué à se dégrader.

En janvier 2019, une grève générale de trois jours a mis le régime du nouveau président Emmerson Mnangagwa au bord du gouffre. Des manifestants sont descendus dans les rues pour protester contre la dégradation de leurs conditions d'existence. Comme dans les pires moments de la dictature de Mugabe, le nouveau pouvoir a réprimé sauvagement les manifestants : 17 personnes ont été tuées, des centaines arrêtées. Des syndicalistes ont été pourchassés, notamment parmi les enseignants et les hospitaliers.

Le décès de Mugabe arrive à temps, pour ainsi dire, car le nouveau pouvoir comptait s'en servir pour tenter de calmer la contestation en organisant des cérémonies funéraires grandioses, frisant le ridicule. Ce fut un échec puisque c'est au moment même où le gouvernement s'apprêtait à faire son cinéma que le personnel hospitalier, notamment, les médecins et les infirmiers des hôpitaux publics se sont mis en grève et ont manifesté dans la rue pour protester contre l'enlèvement d'un des leurs.

Le piège du « deuil national » ne semble pas fonctionner et c'est tant mieux. Les travailleurs n'ont en effet aucune raison de pleurer la disparition de celui qu'on veut leur présenter comme un « héros de l'Afrique ». Mugabé a été tout sauf un héros des travailleurs. Il s'est battu pour

l'indépendance de son pays mais en tant que nationaliste, c'est-à-dire en se plaçant uniquement sur le terrain de la bourgeoisie locale. La bourgeoise blanche et raciste a laissé la place à une bourgeoisie et à un pouvoir noirs mais l'exploitation des travailleurs a continué et continuera tant que le prolétariat ne mettra pas fin au système capitaliste.

Côte d'Ivoire

LES TRAVAILLEURS NE SONT PAS CONCERNÉS PAR LE CINÉMA SUR LA « RÉCONCILIATION NATIONALE »

Le mot d'ordre à la mode en ce moment chez les politiciens dans l'opposition, c'est la « *réconciliation nationale* ». C'est le cas pour Laurent Gbagbo, Simone Gbagbo, Affi N'Guessan et autre Blé Goudé. Pour ceux qui s'en souviennent, c'était la même chanson que nous avions entendue dans la bouche des tenants actuels du pouvoir, à leur arrivée aux affaires en 2011.

Tous ces gens-là se moquent des travailleurs et des populations pauvres, à commencer par les milliers de victimes, mortes, violées, mutilées, à cause de leur lutte pour accéder ou se maintenir à la mangeoire gouvernementale.

Ce sont eux tous, autant qu'ils sont, qui sont les responsables des massacres et des exactions de toutes sortes depuis 2000. Ils ont beau jeu de se faire des accolades à tout va, nouant et dénouant des alliances. Voilà que le Pdci et le Fpi viennent à leur tour d'organiser il y a quelques jours, un « *meeting de la réconciliation* » ! C'est que l'élection présidentielle de 2020 s'approche et ces gens-là sentent déjà dans leurs narines l'odeur de la mangeoire gouvernementale dont leurs mains sont encore imprégnées des ripailles de leurs rapines passées !

Tous ces hommes politiques de la bourgeoisie, qu'ils soient dans l'opposition ou au pouvoir, ont fondamentalement le même programme, celui de représenter les intérêts des possédants. Eux-mêmes s'enrichissent au passage des miettes que veulent bien leur laisser les capitalistes des puissances impérialistes dont ils ne sont que des simples serviteurs.

Voilà pourquoi un simple changement de régime ne peut rien changer pour les travailleurs et les populations pauvres. L'élection de 2020 ne dérogera pas à cette règle.

Les travailleurs n'ont rien à voir avec tous ces gens-là, que ce soit ceux du Rdr estampillés maintenant Rhdp ou ceux du camp d'en face, Pdci-Fpi, ou encore ceux qui balancent leurs fesses entre deux chaises au gré du vent ! Ensemble ou séparément, ils constituent le même camp des riches.

À l'opposé, les travailleurs, quelle que soit leur ethnie, leur nationalité, leur religion ou leur métier, ont les mêmes intérêts fondamentaux. Leur avenir dépend de leur capacité à s'organiser collectivement pour défendre leurs intérêts en tant que travailleurs face aux patrons qui les exploitent et à l'État qui les opprime.

ADJAWI : LES TRAVAILLEURS TRANSPORTÉS DANS DES CONDITIONS DÉPLORABLES ET DANGEREUSES

Adjawi est un village de la commune de Port-Bouët. Il est séparé par la lagune de la commune de Koumassi où il y a une zone industrielle. Il a commencé à se surpeupler à la suite de nombreux déguerpissements qu'il y a eu dans les quartiers de Port-Bouët, Koumassi et Marcory. Aujourd'hui, les habitations s'étendent à perte de vue. Ce sont

pour la plupart des habitations précaires où habitent des ouvriers de la zone industrielle de Koumassi, des travailleurs du bâtiment, des gens vivant de petits métiers ou de petits commerces.

Ces travailleurs, pour se rendre au travail, doivent traverser la lagune. Et de quelle manière ? Les seuls moyens de transport en commun existant sont les « pinasses ». Ces embarquements de fortune sont propulsés par un petit moteur. Le matin, vu le nombre de personnes qui sortent, ce sont des queues interminables où l'on peut passer facilement plus de 30 mn. Les travailleurs y sont entassés à plus de 100 par pinasse. Il n'y a ni bouée de sauvetage, ni matériel de secours en cas de problème. C'est donc le cœur serré et la peur au ventre que les travailleurs empruntent ces embarcations de fortune.

Les patrons qui emploient ces travailleurs se fichent complètement des conditions dans lesquelles ces derniers se rendent à leur boulot. Les autorités de ce pays sont bien au courant de cette réalité. Mais comme d'habitude, elles attendent toujours qu'il y ait un drame pour faire semblant de verser des larmes de crocodile et jouer les médecins après la mort !

Côte d'Ivoire

LA « MANGÉCRATIE » EN ŒUVRE !

Un nouveau gouvernement a été présenté récemment. Il est composé de plus de 50 ministres là où il y en avait 36 auparavant. C'était déjà pléthorique pour un petit pays comme la Côte d'ivoire. Que dire alors de 50 ?

Pour cela, certains ministères ont été saucissonnés en plusieurs ministères bidon. Prenons le cas du ministère de l'Agriculture. Dorénavant il y aura en plus celui des Ressources animales et halieutiques auquel s'ajoutera celui de la cacaoculture, un autre pour la riziculture. On aurait pu en créer pour les tomates ou pour les oignons et pourquoi pas pour l'attiéké !Prenons encore le ministère de l'Économie et des Finances, en plus de ce ministère nous avons celui de l'Économie numérique et de la Poste, un ministère d'État auprès du Premier ministre chargé de la promotion de l'investissement privé, un ministère d'État auprès du Premier ministre chargé du budget et du portefeuille de l'État.

Voilà donc des postes de sinécure à gogo pour engraisser les amis du Président et pour acheter leur soutien lors des futures élections présidentielles de 2020.

Mali

DES HABITANTS EN COLÈRE MANIFESTENT CONTRE LE MAUVAIS ÉTAT DES ROUTES

Sous la direction du Collectif "Sirako" (« Ce qui concerne la route » en bambara), des manifestations de protestation contre le mauvais état des routes ont commencé le 23 août à Kayes. Des centaines d'habitants ont installé des barrages sur le principal pont de la ville sur le fleuve Sénégal, interrompant le trafic, notamment des camions en provenance du Sénégal et de Mauritanie.

De même des barrages ont également été installés de l'autre côté de l'axe Kayes-Bamako, au niveau du péage de Kati, à une vingtaine de kilomètres au nord-ouest de la

capitale. Environ 1.700 camions étaient bloqués depuis des jours. À Kayes également, de nombreux camions bloqués attendaient de partir pour Bamako

Devant cette mobilisation des habitants, le ministre des Transports et de la Mobilité urbaine, Ibrahima Abdoul Ly, s'est précipité à Kati le 27 août pour signer un accord avec le Collectif "Sirako". L'un des membres de cette association a déclaré : "Oui, nous avons trouvé un accord avec le gouvernement. Les travaux de la RN3 (le premier tronçon de la route nationale menant à Kayes) vont démarrer dans trois semaines. Nous resterons cependant très vigilants".

Mais le mouvement s'est propagé dans d'autres villes et régions du Mali. Le 9 septembre dernier à Bandiagara (centre) et au nord du Mali, des manifestations se sont déroulées pour protester contre l'insécurité et réclamer la construction de routes afin de désenclaver ces régions en proie aux violences intercommunautaires et aux attaques djihadistes.

À Tombouctou, des manifestants ont empêché l'accès à l'aéroport. Le bateau qui effectue la liaison avec Mopti (centre), principale voie d'accès vers Bamako en raison de l'insécurité sur les routes, a été bloqué. Banques et services administratifs sont restés fermés. Le Collectif réclame entre autres revendications, la réhabilitation et la sécurisation de la route menant à Bamako.

Le ministre du Dialogue social, Hamadou Dicko, est sorti de son cocon pour déclarer que «le gouvernement n'a pas les moyens de faire face à toutes les revendications de construction». Quant à son collègue et porte-parole du gouvernement, Yaya Sangaré, il a essayé de calmer la colère des habitants en indiquant que les travaux de la route de Bamako reprendraient en décembre, « dès que les mesures de sécurité seront assurées par les FAMA » (forces armées).

Peut-on croire en la parole de ce ministre ? En tout cas tout le monde sait que les forces armées maliennes sont surtout plus aptes à rançonner les populations dans les villes, les marchés, sur les routes ou les points de contrôle de passages de véhicules qu'à faire la guerre aux djihadistes.

Mali

LES HABITANTS DE NIONO ONT RÉPONDU AUX MAUVAIS TRAITEMENTS DES POLICIERS

Le 19 Septembre dernier, la ville de Niono, située dans la région de Ségou, a connu une violence sans précédent. Tout est parti d'un contrôle de police au cours duquel un policier a donné un coup de pied à un jeune. Très vite, de nombreux habitants se sont rendus au commissariat pour demander des explications et surtout des sanctions contre le policier violent.

Se croyant au-dessus de la loi et intouchable de par sa fonction, le commissaire s'est comporté de manière méprisante envers les habitants. Les policiers ont tiré sur la foule et fait un mort et 20 blessés. Les manifestants ont pris d'assaut le commissariat et tué le commissaire. Ils ont incendié les locaux ainsi que le véhicule de service tandis que les policiers s'enfuyaient pour échapper à la mort.

Ce qui s'est produit dans cette ville n'est qu'une illustration de la relation conflictuelle qui existe entre les forces de l'ordre et la population en général. Les habitants ne font pas confiance aux policiers et autres gendarmes ou militaires. Ils sont là, paraît-il pour défendre la population mais ils excellent surtout par leur aptitude à racketter et à violenter des petites gens qui ont le malheur de croiser leur chemin. Le coup de pied du policier a été de trop !

Mali

DÉTOURNEMENT DE FONDS, UN SCANDALE DE PLUS

L'affaire dite des « hélicoptères » fait actuellement grand bruit dans le petit monde des médias et des partis politiques. Il s'agit de deux hélicoptères Puma achetés d'occasion en France par l'État malien en 2017 pour la modique somme de 4,557 milliards de francs CFA (environ 7 millions d'euros).

Ces deux hélicos n'ont pour ainsi dire pratiquement pas servi puisqu'à peine acquis par l'armée malienne, ils ont été cloués au sol, faute, paraît-il, de pièces de maintenance. Alors que le scandale d'une probable affaire de détournement de fonds déguisé se répand dans la presse locale, le fils du président malien (Karim Keïta) qui est en même temps député et président de la Commission défense de l'Assemblée nationale, a déclaré que « *Nous avons été peut-être floués ou nous avons mal évalué la marchandise* ».

Ce qui est sûr, c'est que les deux hélicos sont bien cloués au sol tandis que l'argent s'est envolé vers on ne sait quel compte en banque. Pendant ce temps, le gouvernement cherche à se cacher derrière sa prétendue «*opération main propre* » qui fait rire plus d'un.

LES RÉFUGIES DE L'INTÉRIEUR SONT ABANDONNÉS PAR L'ÉTAT

Le site de déplacés de Sénou, dans la périphérie de la capitale malienne Bamako, en septembre 2019

En l'espace de quelques mois, le nombre de villageois ayant quitté leur village à cause de la violence des milices armées a gonflé comme jamais auparavant. Rien qu'au mois de juillet dernier, plus de 20 000 ont été comptabilisés comme nouveaux réfugiés. Certains vont dans leurs familles, d'autres vont chercher refuge dans les grandes villes, vers le sud. Ainsi la ville de Ségou (à quelque 200 km de Bamako) a vu sa population augmenter de plus de 22 000 âmes en un temps très court.

À Bamako, on a aussi assisté à l'arrivée de milliers d'autres réfugiés dans l'indifférence totale de l'État. Ces victimes de la violence se débrouillent comme elles peuvent, tantôt chez un parent, tantôt dans des lieux tenus par des ONG. La presse locale malienne a fait état d'un ancien gouverneur (général de l'armée en même temps) qui, pris de pitié par la détresse des gens de son ethnie, a prêté une partie de son terrain privé situé dans la périphérie de Bamako pour accueillir 800 réfugiés peuls. La plupart des personnes installées sur ce lieu viennent des cercles de Koro, de Bankass et de Douentza, des régions du centre du pays où plus de 600 civils ont été tués depuis le début de l'année selon les Nations unies.

« *Le calme revenu chez nous, nous ne passerons pas une nuit de plus à Bamako* » dit l'un des rescapés qui n'attend rien de l'État malien. En effet, le principal souci des dirigeants au pouvoir c'est la recherche d'occasions pour s'enrichir toujours plus et toujours plus vite, avant d'être éjectés de leur fauteuil.

Chemin de fer Dakar-Bamako

LES CHEMINOTS DÉNONCENT LES PROMESSES NON TENUES

Le 15 septembre dernier, des syndicalistes du rail maliens et sénégalais, ont tenu une conférence de presse commune dans la salle d'attente de la gare ferroviaire de Bamako pour dénoncer de nombreuses défaillances concernant la situation actuelle des travailleurs du rail. Ils ont commencé par l'observation d'une minute de silence à la mémoire de leurs camarades décédés durant la grève de la faim pour exiger le versement de leurs salaires. Ils ont par ailleurs rappelé que les cheminots maliens ont un arriéré de salaires impayé de plus de huit mois malgré les promesses de la direction et de l'État de les régler.

Les cheminots ont aussi dénoncé les promesses non tenues (tant par les autorités sénégalaises que maliennes) de remettre sur pied les activités de la ligne dont la partie concernant le transport des voyageurs est complètement à l'abandon. Ils ont rappelé l'importance vitale de cette ligne pour l'ensemble des régions qu'elle permet de désenclaver. Aujourd'hui, les gares de stationnement des villes et des villages tout le long de la ligne sont des zones sinistrées ; le peu d'activités commerciales qui existait auparavant, a disparu.

Avant de se séparer, les cheminots ont pris l'engagement d'agir en commun lors de leurs prochaines mobilisations afin de renforcer leur lutte commune. Pour le moment, les deux premières revendications sont : le payement des arriérés de cheminots maliens et la remise en état de la ligne.

Tournée papale dans l'Océan Indien

DISCOURS EN FAVEUR DES PAUVRES MAIS PAS CONTRE LES EXPLOITEURS

Le pape François, chef de l'Eglise catholique, vient d'effectuer une tournée dans trois pays voisins situés dans le sud-est de l'Océan Indien. Il s'agit du Mozambique, pays pauvre et sous-développé, anciennement colonisé par le Portugal, de Maurice, petite île où la population est un peu mieux lotie et de Madagascar autre pays très pauvre anciennement colonisé par la France.

À l'époque coloniale, le Mozambique et Madagascar ont été maintenus dans le sous-développement par ces métropoles impérialistes. Au sortir de la colonisation directe, ces pays étaient exsangues. Avec l'Indépendance, les populations ont retrouvé un semblant de dignité, mais cela ne s'est pas traduit par un mieux-être pour l'immense majorité des gens. Aujourd'hui les exploiteurs capitalistes de France et d'ailleurs et les politiciens à la tête de chacun de ces pays, pillent les caisses publiques : ils s'arrangent dans une sorte de partage des tâches. Les uns comme les autres s'enrichissent avec la sueur et parfois avec le sang des travailleurs des villes comme avec ceux des campagnes.

Les églises chrétiennes sont bien implantées à Madagascar : elles ont réussi à rassembler des centaines de milliers de personnes (800 mille selon les organisateurs) autour du pape. Celui-ci cultive une certaine réputation d'être « *aux côtés des pauvres* ». Sur place il a fait des éloges appuyés en faveur d'un prêtre d'origine argentine comme lui, le père Pedro. Ce père Pedro s'est donné pour but de permettre à des milliers de misérables de survivre sur une énorme décharge située dans la banlieue d'Antananarivo, la capitale du pays : 25 mille habitants de cet endroit y disposent

de maisons certes, mais sans eau courante ni électricité. Leurs enfants ont droit à la scolarité durant quelques années. Le travail de ces familles consiste à ramasser plastique et ferraille, destinés au recyclage pour un salaire mensuel équivalant à environ 30 euros, à raison de 12 heures de travail par jour. Cette ONG caritative arrive à s'en sortir aussi grâce aux donations internationales.

Le pape a beaucoup parlé : « développement intégral de tous les habitants », « promotion de tous »… Il a fustigé « toutes les formes endémiques de corruption et de spéculation qui augmentent la disparité sociale ». Les chaines de télévision et les radios ont pris le relais de son discours. La plupart ont mis l'accent sur le « Fihavanana » c'est-à-dire l'esprit de partage, d'entraide et de solidarité.

Ce ne sont pas ces leçons de morale qui vont intimider les capitalistes qui exploitent les travailleurs. Le chef de l'Etat Andry Rajoelina, lui-même richissime, aime à se présenter comme un réformateur. Il s'est bien gardé d'égratigner en quoi que ce soit les exploiteurs capitalistes dont il fait partie. Il a juste demandé au pape de «prier pour le peuple malagasy». Ainsi pour ce dirigeant et pour les capitalistes, les exploités pourront continuer à souffrir en silence et accepter leur sort.

Madagascar

UNE HAUSSE DÉRISOIRE DES SALAIRES VITE RATTRAPÉE PAR LA HAUSSE DES PRIX

Andry Rajoelina avait annoncé le 1er mai une « augmentation du SMIG de 19% ». Le SMIG passerait donc de l'équivalent de 42 euros à environ 50 euros par mois, soit 1,67 euro par jour alors que le seuil de pauvreté est à 1,85 euro par jour. En outre, peu de travailleurs sont concernés, car l'immense majorité d'entre eux sont dans l'économie informelle où les salaires sont encore plus bas.

En réponse à cette annonce, le patronat a prétendu que la compétitivité des entreprises malgaches serait mise en danger par cette augmentation « brutale » d'un peu plus de 26 centimes par jour. Sans vergogne il a demandé en urgence des compensations : une augmentation du temps de travail, une exonération des heures supplémentaires et une baisse des impôts sur le bénéfice de 20% à 10%.

Ces demandes ont eu un écho favorable auprès du Premier ministre Christian Ntsay, ancien expert auprès de la Banque mondiale, de l'Union européenne. Il a aussi été directeur de l'Organisation Internationale du Travail pour la zone de l'Océan Indien, ce qui en dit long à la fois sur ce monsieur et sur l'OIT. Et puis l'inflation est galopante, ce qui se traduit par la flambée des prix de tous les produits y compris ceux qui sont vitaux pour les travailleurs et pour toutes les classes pauvres : riz, viande, pétrole lampant, transports en commun, etc.

Pour sortir de la misère et imposer les augmentations des salaires à hauteur de leurs besoins, il faudra que les travailleurs se fassent craindre et imposent leurs revendications par la lutte collective

Afrique du Sud

LES CAUSES DE LA VIOLENCE XÉNOPHOBE

Une nouvelle flambée de violence touche depuis quelques semaines un certain nombre de grandes villes sud-africaines. Dans les quartiers pauvres des townships de Johannesburg, les petites boutiques tenues par des immigrés sont attaquées et détruites. De nombreux étrangers sont ainsi victimes de ces attaques xénophobes. En une semaine, il y a eu 12 morts. La police a tiré des balles en caoutchouc sur une foule de plusieurs centaines de personnes armées de bâtons et qui exigeaient le départ des étrangers dont la plupart est originaire des pays d'Afrique.

L'Afrique du Sud, première puissance industrielle du continent, attire des millions d'immigrés africains à la recherche d'une vie meilleure. Depuis très longtemps, dans les mines du pays, la majorité des travailleurs sont des immigrés du Mozambique, du Zimbabwe, du Lesotho et de Namibie. Mais depuis plus de vingt ans, une nouvelle vague de migrants plus instruits, est venue occuper des postes dans les magasins, et surtout a ouvert des petites boutiques dans les townships. Ceux-là sont les plus attaqués. Un certain nombre de Zimbabwéens et de Mozambicains ou des Nigérians ont commencé à quitter l'Afrique du Sud.

Ce pays est frappé par un fort taux de chômage (29%) et la pauvreté s'aggrave d'année en année. Seule une petite minorité faisant partie de la classe aisée (la bourgeoisie d'affaires et celle liée au pouvoir) profite largement des richesses du pays.

Les dirigeants du pays se sont servis des migrants comme boucs émissaires pour tenter de masquer leurs responsabilités dans la dégradation des conditions d'existence des classes populaires. Ils ont cherché à diviser pour mieux régner. Déjà en 2008, il y avait eu des émeutes xénophobes qui avaient fait 62 morts dans les townships de Johannesburg et Durban.

Maintenant qu'il y a le feu et que le nombre de victimes des violences xénophobes grandit, le chef de l'État sud-africain, Cyril Ramaphosa, déclare que « *son gouvernement ne laissera pas l'anarchie et la violence s'installer (…). La majorité des étrangers respectent la loi et ont le droit de vivre ici…* ». Mais c'est trop tard car le mal est fait.

L'Afrique du Sud n'est, hélas, pas le seul pays d'Afrique où la xénophobie fait des ravages. On a déjà vu des flambées du même genre au Gabon, au Sénégal, en Mauritanie, au Kenya ou en Côte d'Ivoire, pour ne citer que ces quelques pays.

Le racisme et la xénophobie sont les sous-produits du capitalisme en crise. Les politiciens locaux les utilisent pour diviser les travailleurs, pour qu'ils ne prennent pas conscience que par-delà la diversité de nationalité, d'ethnie, de religion ou de couleur de peau, ils font partie de la même classe exploitée par la bourgeoisie, elle-même aussi diverse et variée. On ne mettra fin au racisme, à la xénophobie et à bien d'autres tares du capitalisme qu'en mettant fin à ce dernier.